

Zoom sur ...

... l'insécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest dans le contexte de la pandémie de COVID-19

Le 20 avril dernier, le Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM) publiait [son rapport annuel sur les crises alimentaires dans le monde](#). Selon ses projections, le nombre de personnes souffrant sévèrement de la faim **pourrait doubler en raison de la pandémie de COVID-19**, atteignant alors **265 millions dans le monde** d'ici la fin de 2020. Il s'agit du chiffre le plus élevé depuis quatre ans qu'existe ce rapport.

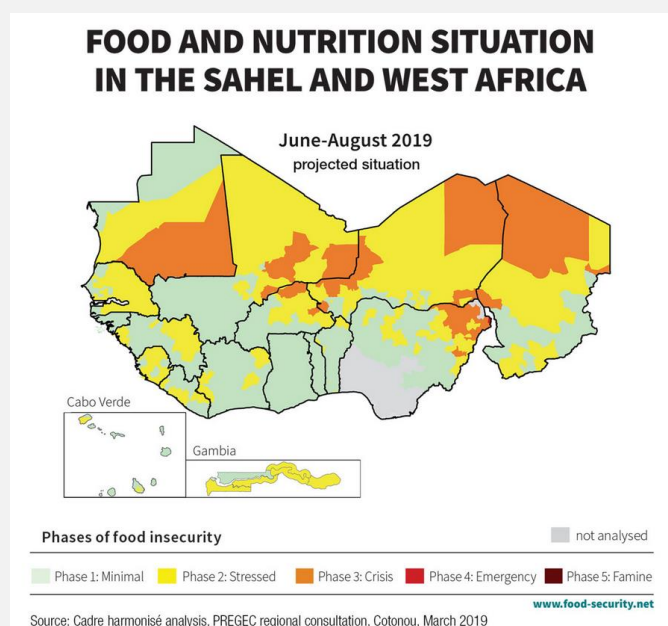
❖ **L'Afrique de l'Ouest est particulièrement touchée par l'insécurité alimentaire, notamment dans la bande sahélienne**

L'inquiétude est particulièrement importante pour les habitants **des régions en conflit en Afrique**, notamment dans la bande sahélienne. Début avril, [le Réseau de prévention des crises alimentaires \(RPCA\)](#) estimait ainsi à **11,4 millions le nombre de personnes** ayant actuellement besoin d'assistance alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest (Nigéria, Tchad et Cameroun inclus), dont 1,4 million de personnes au Niger et 1,2 million de personnes au Burkina Faso. **Ces chiffres sont en augmentation de 20%** par rapport à la dernière analyse du RPCA effectuée en novembre 2019 et pourraient s'aggraver à l'approche de la période de soudure, en juin-août 2020, **jusqu'à 17 millions de personnes**. [Lors du Conseil des ministres du Burkina Faso du 3 juin](#), le gouvernement a même estimé à 2,2 millions le nombre de personnes actuellement en insécurité alimentaire sur le territoire burkinabè, avec **16 provinces « sous pression » et 12 provinces en « crise »** sur les 45 que compte le pays.

La région est en proie à **des violences djihadistes qui touchent les civils** et entraînent des **déplacements massifs de populations**. Les personnes déplacées – [près de 3 millions de personnes, dont près d'un million depuis janvier 2019](#) – sont particulièrement exposées au risque d'insécurité alimentaire. De plus, [la crise sécuritaire s'accompagne de vols et de trafics de bétail et perturbe les activités pastorales](#), qui souffrent déjà d'importants déficits fourragers. **La situation s'est davantage aggravée avec la pandémie de COVID-19** : la limitation des déplacements a rendu difficile la mobilité du bétail en

direction des villes côtières, qui sont le débouché habituel des troupeaux. Cette difficulté s'est ajoutée à la limitation d'accès aux pâturages dans les zones d'insécurité et conduit les éleveurs à brader leurs animaux. Selon les données recueillies par le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), **les commerçants ouest-africains de produits périssables et de bétail auraient ainsi subi des pertes de 10 à 30%** depuis l'entrée en vigueur des restrictions sanitaires. La fermeture des écoles a également privé les enfants d'un repas nutritionnel. Surtout, **la perte de revenus engendrée par la crise de la COVID-19 expose les familles les plus vulnérables** à un risque supplémentaire : en Côte d'Ivoire, [une étude du PAM](#) révèle par exemple que 25,1% des ménages ont eu des difficultés d'accès physique au marché et 60,7% ont signifié des difficultés d'accès économique, aussi liée à **la hausse des prix des produits de base**.

Les systèmes alimentaires de la sous-région se sont néanmoins avérés résilients face à la crise, les filières alimentaires ayant continué à fonctionner après quelques reconfigurations des circuits logistiques.



❖ **Les Etats et les partenaires techniques et financiers se mobilisent**

Plusieurs Etats ont intégré **un volet sur la sécurité alimentaire dans leur plan de riposte à l'épidémie**

de COVID-19. C'est le cas du Libéria, qui a lancé un « [Plan d'urgence de sécurité alimentaire, de nutrition et de subsistance](#) » dans l'objectif **d'augmenter la production locale de cultures de base** (riz, manioc, huiles alimentaire, etc.) pour atténuer les effets du ralentissement du commerce mondial et l'augmentation du prix de certaines denrées. **Des stocks alimentaires ont également été constitués puis distribués**, avec l'appui du PAM. A plus long-terme, le pays a indiqué vouloir conduire un programme massif de production alimentaire et de résilience des cultures de rente. Au Burkina Faso, [2 millions de personnes à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso](#) bénéficient de la **distribution de vivres et de transferts d'argent à hauteur de 20 000 FCFA (30,5 EUR)** par mois pour l'achat de produits alimentaires. Un « Plan de réponse et de soutien aux populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition » a aussi été annoncé à l'issue du [Conseil des ministres du 3 juin](#). Celui-ci prévoit notamment la prise en charge des enfants de moins de 5 ans malnutris et le soutien à l'approvisionnement en eau potable.

Dans ce contexte, les partenaires techniques et financiers de pays d'Afrique de l'Ouest se sont mobilisés pour appuyer les activités du PAM. Ainsi, [la France a annoncé le 20 avril une contribution à hauteur de 15 M EUR](#) en soutien à l'institution onusienne, à destination de 24 pays. **Ce montant est en hausse de 30% par rapport à l'année précédente** et a été annoncé en amont de son calendrier habituel. Au total, **44% de cette contribution sont destinés aux pays de l'Afrique de l'Ouest**. Le 11 mai, [le Japon a apporté une contribution de 3 M USD](#) (2,6 M EUR) au PAM afin de **fournir une aide alimentaire d'urgence à 100 000**

personnes nouvellement déplacées et aux communautés hôtes touchées par les conflits et la violence intercommunautaire au nord et au centre du Mali. Par ailleurs, [le PAM a reçu de l'Allemagne une enveloppe financière de 24 M EUR](#) pour appuyer les populations en proie à l'insécurité alimentaire au Niger, a annoncé l'ambassadeur d'Allemagne au sortir d'une audience avec le Premier ministre nigérien le 2 juin. Le 7 mai déjà, [l'Allemagne a apporté une contribution de 11 M EUR](#) aux activités de l'institution au Mali.

Etat de la pandémie de COVID-19 en Afrique de l'Ouest au 4 juin 2020

Pays	Cas totaux	Décès	Cas actifs
Bénin	261	3	107
Burkina Faso	885	53	72
Cap-Vert	502	5	258
Côte d'Ivoire	3 262	35	1643
Gambie	26	1	5
Ghana	8 885	38	5658
Guinée	3 991	23	1456
Guinée-Bissau	1 339	8	1278
Libéria	321	28	118
Mali	1 461	85	570
Mauritanie	784	39	680
Niger	963	65	38
Nigéria	11 516	323	7658
Sénégal	4 021	45	1814
Sierra Leone	914	47	376
Togo	465	13	213
Total	39 596	811	21 944

ACTUALITE REGIONALE

La Banque africaine de développement mobilise 22,4 M USD pour les pays à faible revenu de la CEDEAO

[Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement \(BAfD\) a approuvé, le 22 mai, un projet d'urgence en faveur de la Gambie, du Mali et du Niger](#) pour le renforcement des systèmes de santé, en réponse à la pandémie de COVID-19. La BAfD met à la disposition des pays 22,4 M USD, destinés : (i) à acquérir des biens consommables et intrants complémentaires comprenant tests de dépistage, consommables de laboratoire, ventilateurs d'assistance respiratoire et matériels de protection individuelle pour les personnels médicaux (9,6 M USD) ; (ii) à renforcer et intégrer les systèmes de santé des 3 pays, notamment à travers la coordination des équipes nationales de lutte contre la pandémie de COVID-19, l'aménagement et l'équipement des infrastructures sanitaires ou encore la formation des personnels de santé (11,8 M USD). L'opération sera exécutée par l'Organisation ouest-africaine de la santé (OOAS), conformément au mandat de coordination des interventions des partenaires techniques et financiers qui lui a été confié par

les Chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO, lors de leur réunion extraordinaire du 23 avril 2020, dans le but d'harmoniser la lutte contre la pandémie.

Accélération du rythme d'inflation dans l'UEMOA en avril 2020, dans le contexte de la COVID-19

Selon [un récent rapport de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest \(BCEAO\)](#), le taux d'inflation dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine est ressorti, en glissement annuel (g.a.), à 1,5% à fin avril 2020, après 1,3% le mois précédent. L'accélération du rythme d'inflation est tirée principalement par la composante « Produits alimentaires », dont la contribution à l'inflation globale s'établit à 1,3 point de pourcentage à fin avril 2020. La progression des prix des produits alimentaires est en rapport avec un renchérissement des produits de la pêche ainsi que de tubercules et plantains, en lien avec la faiblesse de l'offre sur les marchés dans le contexte de la crise sanitaire liée à la COVID-19. Une augmentation des prix des céréales a également été enregistrée dans les pays sahéliens, notamment au Niger, en rapport avec la baisse de la production. Enfin, par pays, on note une déflation au Burkina Faso (-1,2% en g.a.) et au Mali (-1,9% en g.a.) tandis que les niveaux d'inflation les plus élevés, ont été enregistrés au Sénégal (3,3% en g.a.) et au Bénin (3,2% en g.a.).

BENIN

Contractualisation pour la réalisation de l'étude de faisabilité du projet de construction d'une raffinerie

Dans la perspective d'assurer une meilleure satisfaction de la consommation intérieure du Bénin en produits pétroliers et de contribuer au ravitaillement de ceux de la sous-région, [le gouvernement béninois envisage de construire une raffinerie de pétrole](#), dans le cadre d'un partenariat public-privé. Il a ainsi sollicité l'appui d'un cabinet pour la réalisation des études y afférentes. Ce cabinet sera chargé d'analyser les perspectives du marché à l'horizon 2030, de déterminer la faisabilité économique d'une telle raffinerie du point de vue de son dimensionnement et de ses conséquences sur le reste de la chaîne des valeurs du secteur pétrolier au Bénin.

Création de l'Observatoire de la Qualité des Services financiers

Le gouvernement a annoncé [la création de l'Observatoire de la qualité des services financiers](#), en vue de renforcer l'attractivité du système financier béninois et de contribuer à l'amélioration du climat des affaires. Il est notamment destiné à promouvoir la qualité des services financiers, favoriser l'amélioration de la qualité de la relation entre les opérateurs de services financiers et leurs clients et assurer la mission de médiation par le règlement à l'amiable des litiges. Sont concernés par le champ d'intervention de l'Observatoire, les services financiers offerts par les établissements de crédit, les systèmes financiers décentralisés, les établissements de monnaie électronique, les compagnies d'assurance et la Poste du Bénin. L'organisme assurera la veille permanente sur les conditions de banques offertes aux consommateurs des services financiers, afin de contenir les coûts.

Le Bénin restructure son service diplomatique et ferme 17 ambassades et consulats

[Dans le cadre de la restructuration de sa carte diplomatique, le Bénin procède à la fermeture de 17 de ses représentations diplomatiques.](#) Ainsi, à partir du 1^{er} août 2020, il ne restera que dix ambassades et consulats généraux du Bénin dans le monde. En Afrique, il ne restera que l'ambassade d'Abuja, au Nigéria et celle de Rabat, au Maroc. Sur le continent américain, seuls les USA et le Brésil abriteront les représentations diplomatiques du Bénin. La Chine, l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis garderont leurs ambassades. Enfin, le Bénin sera représenté diplomatiquement à Paris, au Saint Siège et à Moscou.

BURKINA FASO

COVID-19 : simplification de l'entente directe pour la passation des marchés publics

[Le Conseil des ministres du 3 juin 2020](#) a adopté au titre du ministère de l'Economie, des finances et du développement, un décret portant allègement des conditions de recours à la procédure d'entente directe

pour la passation des marchés publics et des délégations de service public dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de la COVID-19 au Burkina Faso. L'adoption de ce décret vise à accélérer l'acquisition des biens et services pour l'exécution du plan de riposte à l'épidémie de la COVID-19.

Les projets agricoles PAFA-4R et PAVAL adoptés par l'Assemblée nationale

[L'Assemblée nationale a adopté, le 12 mai 2020, le Projet d'Appui aux filières agricoles dans les régions de la Boucle du Mouhoun, des Cascades, des Hauts-Bassins et du Sud-Ouest \(PAFA-4R\) et du Projet d'Aménagement et de Valorisation de la plaine de la Léraba \(PAVAL\)](#). La mise en œuvre du PAFA-4R est estimée à 52,5 Mds FCFA (80 M EUR) sur financement des bénéficiaires, de l'Etat et du Fonds international de développement agricole (FIDA). Il devrait permettre l'aménagement de 2000 ha de bas-fonds, la mise en place de 200 bassins piscicoles associés à des jardins maraîchers, la construction de 350 infrastructures de stockage et de conservation, ainsi que 750 sous-projets d'accès aux marchés dans les filières riz, niébé, maraîchage et pisciculture. Le projet permettra aussi de réaliser 500 ha de périmètres maraîchers et de réhabiliter 208 km de pistes rurales. Le PAVAL coûtera quant à lui, 31,9 Mds FCFA (48,7 M EUR) sur financement des bénéficiaires du projet, de l'Etat, de la BAfD et du FIDA. Ce projet contribuera à l'aménagement d'un périmètre de 1000 ha, la consolidation des 410 ha de périmètres irrigués existants et l'augmentation de la production vivrière à 7500 tonnes par an.

Le prix plancher du coton graine de premier choix fixé à 240 FCFA

Le 30 mai 2020, [l'Association Interprofessionnelle du Coton du Burkina Faso \(AICB\) a fixé à 240 FCFA](#) (0,4 EUR) le prix d'achat plancher du coton graine de premier choix avec un objectif de production de 550 000 tonnes pour la campagne 2020-2021. Le mécanisme de fixation consensuel du prix d'achat du coton graine tient compte du cours mondial du coton, qui est lourdement affecté par la pandémie de la COVID-19 et la baisse de la demande liée au confinement des principaux pays consommateurs occidentaux. Ce prix intègre la subvention de l'État qui s'établit à 10 FCFA par kilogramme. Dans la dynamique de la relance durable de la production cotonnière, l'État maintient le même niveau de subvention que lors de la dernière campagne, ce qui permet de maintenir le prix de cession des intrants malgré le niveau des prix toujours élevé à l'international pour les engrais et les insecticides.

CAP-VERT

Baisse du taux de chômage à 11,3% en 2019

Selon [l'Institut national des statistiques du Cap-Vert](#), la population au chômage a diminué de 2,8% en 2019 par rapport à 2018 et le taux de chômage a baissé de 0,9 pp, à 11,3%. Le taux de chômage des femmes est en 2019 plus important que celui des hommes (12,1% contre 10,7%), contrairement à l'année dernière (11,6% contre 12,7%). Le chômage des jeunes (15-35 ans) a diminué de 2,1 pp pour se situer à 16,6%. Le taux de sous-emploi est passé de 14,7% à 12,7%. Le secteur tertiaire absorbe toujours la majorité des emplois (67,5%), avec une hausse de 4,1 pp tandis que la part des emplois dans les secteurs secondaire (21,4%) et tertiaire (10,9%) ont fléchi respectivement de 0,4 pp et 0,9 pp. Les emplois informels sont estimés à 53,7% du total des emplois en 2019, contre 54,9% en 2018. Les emplois précaires (saisonniers, occasionnels, temporaires ou à temps partiel) représentent 27,3% du total des emplois en 2019, soit une baisse de 7,5 pp par rapport à 2018.

COTE D'IVOIRE

Renouvellement de l'appui de l'AFD au ministère du Plan pour préparer le Plan national de développement et mobilisation de 173 M EUR de l'AFD au profit de la Côte d'Ivoire

[La ministre du Plan et du développement et le directeur de l'Agence française de développement \(AFD\) en Côte d'Ivoire ont procédé à la signature de la 2^{ème} convention sur le Mémoire de dialogue stratégique \(MDS 2\)](#). Cette convention est la deuxième phase d'un programme débuté en 2016 qui vise à développer une expertise intellectuelle en vue d'apporter un appui à la préparation et la mise en œuvre du Plan national de

développement (PND 2021-2025), notamment sur les questions de transition du modèle de croissance ivoirien vers plus de durabilité et de cohésion sociale. Les travaux du précédent MDS ont couvert divers sujets : les inégalités sociales en Côte d'Ivoire, les classes moyennes, l'emploi des jeunes, la réforme des collèges de proximité, la modélisation macroéconomique, le secteur informel et les services climatiques à destination des producteurs de cacao. Par ailleurs, l'AFD et le ministère de l'Economie et des finances ont signé cette semaine 3 conventions de financement en présence de l'Ambassadeur de France en Côte d'Ivoire. D'un montant total de 113,5 Mds FCFA (173 M EUR), les financements mobilisés permettront (i) d'abonder les projets de développement et de réhabilitation des routes avec le Ministère de l'Equipement et de l'Entretien routier pour 36 Mds FCFA (55 M EUR), (ii) de construire une ligne de bus à haut niveau de service entre Yopougon et Bingerville en partenariat avec la Banque mondiale pour 59 Mds FCFA (89 M EUR), (iii) et de renforcer les capacités de prévision météorologique de la SODEXAM, avec des retombées économiques directes attendues pour la productivité agricole et la gestion des risques d'inondations pour 18,4 Mds FCFA (28 M EUR).

L'exécution budgétaire à fin mars 2020 marquée par le contexte de la pandémie de la COVID-19 et le basculement en mode budget-programmes

Selon une [communication du ministère ivoirien chargé du budget](#), l'exécution du budget de l'Etat, à fin mars 2020, a été fortement marquée par le contexte actuel de la crise sanitaire liée à la COVID-19 et le basculement effectif en mode budget-programmes. Ces facteurs ont occasionné un démarrage moins rapide de l'exécution des dépenses et une performance moins forte qu'attendue en matière de mobilisation de ressources, en particulier les ressources extérieures et les emprunts sur les marchés monétaire et financier. Ainsi, au terme du premier trimestre 2020, les ressources mobilisées se chiffrent à 1 292,9 Mds FCFA (2 Mds EUR) pour une prévision de 1 539,1 Mds FCFA (2,3 Mds EUR), soit un taux de réalisation de 84%. On note tout de même un niveau de mobilisation globalement satisfaisant des recettes fiscales, à hauteur de 915,6 Mds FCFA (1,4 Md EUR), soit un taux de recouvrement de 97,5% par rapport à l'objectif trimestriel et une progression de 11,1% par rapport à la même période de 2019. Concernant les dépenses budgétaires, elles ont été globalement exécutées à hauteur de 1 270,8 Mds FCFA (1,9 Md EUR) pour une prévision de 1 456,1 Mds FCFA (2,2 Mds EUR), soit un taux d'exécution de 87,3%. En particulier, les dépenses d'investissement ont affiché un taux d'exécution de 62,3%.

Adoption en cours de lois renforçant la gouvernance des sociétés parapubliques

[La Commission des affaires économiques et financières de l'Assemblée nationale a adopté le 2 juin 3 projets de lois](#) qui visent à adapter la législation ivoirienne aux textes communautaires de l'OHADA, à renforcer la gouvernance de l'Etat, notamment sur les sociétés à participations financières publiques, et à clarifier les règles portant sur la gestion des Etablissements publics nationaux (EPN). Pour rappel, le portefeuille de l'Etat ivoirien comprend 81 entreprises publiques dont 28 sociétés d'Etat, 15 sociétés à participation financière publique majoritaire, 8 sociétés à participation financière publique minoritaire avec minorité de blocage et 30 sociétés à participation financière publique minoritaire.

Près de 1,4 M de ménages supplémentaires en dessous du seuil de pauvreté du fait du choc négatif de la COVID-19

[Les résultats de l'enquête sur l'évolution de la vulnérabilité liée à la COVID-19 sur les ménages, les entreprises et les unités de production](#), réalisée par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), en collaboration avec l'Institut national de la statistique (INS), ont été restitués, le 29 mai dernier. L'enquête révèle que la COVID-19 a produit un choc négatif important sur le revenu de la majorité des ménages, qui ont subi une baisse moyenne de 47,2% depuis le début de la crise sanitaire. Le nombre de ménages supplémentaires passant en dessous du seuil de pauvreté est ainsi estimé à 1 375 151. 44,4% des chefs de ménage ont vu leur volume horaire diminué (travail à temps partiel) et 27,5% sont en chômage technique. Concernant les unités de production informelle, 64,4% subissent une tension de trésorerie, 25,9% un arrêt d'activités et 52,8% une réduction du niveau d'activités due à une faiblesse de la demande. Pour rappel, le PNUD met en œuvre un projet d'appui à la riposte nationale contre la pandémie de COVID-19 pour la stabilisation socio-économique du pays, en partenariat avec les autorités ivoiriennes. Ce projet est décliné en

3 composantes : i) le renforcement de la résilience du système de santé et la continuité des services sociaux de base assurés par l'État ; ii) la promotion d'une gestion inclusive et intégrée de la crise ; et iii) l'atténuation de l'impact socio-économique de la pandémie.

GAMBIE

Mesures de la Banque centrale pour dégager des liquidités pour les banques commerciales

A l'issue du [Comité de politique monétaire de la Banque centrale de la Gambie](#) tenu le 28 mai 2020, le Gouverneur de la banque centrale a annoncé des mesures visant à libérer environ 700 M GMD (12 M EUR) en faveur des banques commerciales en vue de soutenir les emprunteurs impactés par la COVID-19. Le taux de réserves obligatoires passera ainsi de 15 à 13%, le taux directeur de 12 à 10% et les taux de facilité de dépôt et de prêt seront maintenus, respectivement à 3% et 1%. Concernant l'évolution de la balance des paiements, le gouverneur a déclaré que le solde du compte courant s'est détérioré pour atteindre un déficit de 57,8 M USD (3,2% du PIB) sur le premier trimestre 2020, contre un excédent de 4,05 M USD (0,2% du PIB) à la même période en 2019. Le déficit budgétaire serait passé de 24,3 M GMD (0,03% du PIB) au premier trimestre 2019 à 341,6 M GMD (0,4 % du PIB) au premier trimestre 2020. Selon les prévisions de la Banque centrale, le PIB se contracterait de 1,2% en 2020, après une croissance de 6,3% en 2019.

GUINEE

Signature de deux conventions de financement de l'AFD en faveur du secteur de l'éducation

Le 26 mai 2020, le ministre guinéen de l'Economie et des finances, l'Ambassadeur de France en Guinée et le directeur de l'Agence Française de Développement (AFD) en Guinée ont procédé à la [signature de 2 conventions de financement d'un montant global 20 M EUR](#), dont 12,5 M EUR au titre du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) et 7,5 M EUR en subventions de projets. Ces conventions permettront d'appuyer la mise en œuvre du nouveau Programme décennal pour l'éducation en Guinée (PRODEG) ; le renforcement de la déconcentration et de la décentralisation ; l'amélioration des capacités de pilotage stratégique du secteur et l'exécution financière nationale à tous les échelons du système éducatif. Ces financements seront mis en œuvre à travers un nouvel instrument financier (Budget d'affectation spéciale) à plusieurs Partenaires techniques et financiers, aligné sur la politique nationale du secteur de l'Education. A côté de l'AFD, l'UNICEF contribuera également à ce fonds commun, ainsi que le Partenariat mondial pour l'éducation, dont l'AFD sera le futur délégataire – permettant ainsi un appui harmonisé des partenaires contributeurs. Pour accompagner le démarrage et le bon fonctionnement du fonds commun, un dispositif de renforcement de capacités sera mobilisé par Expertise France sur financement additionnel de l'AFD (7,5 M EUR).

Approbation d'un don de 70 M USD de la Banque mondiale destiné à l'ANIES

[La Banque mondiale a accordé, le 29 mai 2020, un don de 70 M USD à l'Agence nationale d'inclusion économique et sociale](#) (ANIES), créée en janvier 2019. Ce montant va permettre à l'ANIES de mener à bien ses actions contre l'extrême pauvreté, en particulier dans le contexte de la crise sanitaire liée à la COVID-19. Dans le cadre de la riposte à cette crise, 25 M USD de ces fonds seront affectés aux transferts monétaires que l'ANIES lancera à la fin du mois de juin au bénéfice de 240 000 ménages vulnérables, soit 1,6 M de guinéens, à raison de 25 USD par mois et par ménage. Le reste de l'enveloppe, soit 45 M USD, permettra à l'ANIES de déployer ses politiques d'inclusion économique, sociale et financière pour la période 2021-2024. Pour rappel, l'identification des ménages les plus vulnérables est effectuée par la société française IDEMIA, dans le cadre d'un contrat passé avec l'ANIES.

LIBERIA

La CBL réduit son taux directeur de 5 points de pourcentage

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale du Libéria (CBL), lors de sa séance du 28 mai 2020, a approuvé [une réduction du taux directeur de 30% à 25%](#). Cette décision témoignerait de la réussite de la CBL à ramener l'inflation d'un peu plus de 30% en octobre 2019 à une moyenne de moins de 25% au premier trimestre 2020. L'économie libérienne s'est contractée de 2,5% en 2019, reflétant la sous-performance des secteurs non miniers. Selon le FMI, elle devrait enregistrer à nouveau une contraction de même ampleur en 2020, en raison de la pandémie de COVID-19.

Programme de subvention de 10 000 USD en faveur des entreprises agroalimentaires

Le gouvernement du Libéria, via le ministère de l'Agriculture et le programme Smallholder Agriculture Transformation and Agribusiness Revitalization Project (STAR-P) financé par la Banque mondiale, a lancé [un programme de subvention](#) de 10 000 USD au profit des PME agroalimentaires du pays pour atténuer les chocs consécutifs à la COVID-19 sur leurs activités. La subvention cible à la fois les entreprises formelles et informelles et vise plus de 40 entreprises agroalimentaires, fournisseurs de services, d'intrants et agro-distributeurs.

MALI

Décaissement anticipé de l'aide budgétaire de l'UE pour faire face à la crise de la COVID-19

[Le gouvernement malien et l'Union européenne \(UE\) ont annoncé le décaissement anticipé](#) d'un appui budgétaire de 21,6 Mds FCFA (33 M EUR), sous forme de don. Cet appui anticipé a pour objectif d'aider le pays à satisfaire les besoins urgents de financement du budget résultant de la pandémie du COVID-19. Cet appui budgétaire permettra également de soutenir ses dépenses en réponse aux besoins urgents de la population malienne en termes de sécurité alimentaire. On estime actuellement à 3,5 millions le nombre de personnes en insécurité alimentaire et nutritionnelle au Mali. L'UE s'est également engagée à renforcer son soutien financier dans les mois à venir, en vue d'aider le pays à relever les défis liés aux multiples crises auxquelles il est confronté.

Le Danemark alloue une subvention de 7,3 M EUR en faveur de l'adaptation au changement climatique

En vue de soutenir la lutte contre le changement climatique dans les pays en voie de développement, [le Danemark a décidé d'allouer une subvention de 20 M EUR à quatre projets](#), dont un au Mali. D'un montant de 7,3 M EUR, l'appui financier en faveur de ce pays est destiné à la construction d'infrastructures d'eau, d'énergie et d'agriculture résilientes au climat dans les régions frontalières du Mali.

EDM annonce des mesures pour mettre fin aux délestages

Afin de répondre à une vague croissante de mécontentements de la population et des opérateurs économiques quant aux nombreux délestages, [Energie du Mali \(EDM\) a annoncé avoir importé des équipements de haute technologie](#) afin d'accroître sa capacité de détection des pannes de ses câbles souterrains. Les délais de détection seraient ainsi passés d'une semaine à moins de 24 heures. Ce qui permettrait par conséquent à EDM de résoudre plus rapidement les défaillances techniques de ces derniers, fortement sollicités en cette période de pic de demande d'énergie. Plusieurs projets seraient en cours de mise en œuvre, pour davantage sécuriser le réseau souterrain de distribution, mais surtout pour augmenter la capacité des infrastructures de transport d'électricité. Toutefois, l'entreprise publique a également fait savoir qu'elle fait face à des pannes de ses groupes de production d'énergie, dont plusieurs seraient en cours de réparation.

MAURITANIE

Hausse des échanges commerciaux de 18,8% en g.a. au quatrième trimestre 2019

Selon [l'Office national des statistiques](#) (ONS), au quatrième trimestre 2019, les échanges commerciaux de la Mauritanie sont en hausse de 18,8% sur un an ; mais toutefois en baisse de 2% par rapport au trimestre précédent, suite à une diminution des importations (-3,1%) et des exportations (-0,7%). Les pays européens

demeurent les principaux fournisseurs et client, représentant 48,4% des importations et 51,5% des exportations mauritaniennes. Les exportations sont évaluées à 25,1 Mds MRU (617 MEUR), en hausse de 22,9% sur un an, composées essentiellement de produits de la pêche (34,3%), de minerai de fer (34,3%) d'or (23,1%) et de cuivre (6,9%). Les importations globales, d'une valeur de 28,8 Mds MRU (707 MEUR) (+15,4% en ga), ont conduit à un déficit de la balance commerciale de 3,7 Mds MRU (91 MEUR) contre 4,5 Mds MRU (108 M EUR) au 4e trimestre 2018.

La SNIM annonce un bénéfice de 258 M EUR en 2019

A l'issue d'une réunion le 2 juin 2020, [le Conseil d'administration de la Société nationale industrielle et minière \(SNIM\)](#) a annoncé avoir enregistré un bénéfice de 10,5 Mds MRU (258 M EUR) sur l'exercice 2019. Le Conseil a décidé d'octroyer des salaires supplémentaires à ses employés (entre 3 et 4 mois en plus) et d'injecter 65 M MRU (16 M EUR) dans son mécanisme de couverture sociale. Cette annonce apparaît comme une concession dans un climat social difficile entre la direction de la SNIM et le personnel. La SNIM est la société publique d'exploitation du minerai de fer et contribue de manière considérable aux exportations nationales mauritaniennes.

Accélération des travaux du port de Ndiago

[Les travaux du port multifonctionnel de Ndiago, exécutés par la société chinoise Polytechnology pour un montant de 352 M USD](#), sont en phase d'achèvement. Le comité interministériel, piloté par le Premier ministre Sidiya, souhaite anticiper la mise en service de la structure avec la création d'une ville mitoyenne, la réalisation des travaux d'alimentation du port en électricité/eau et la construction d'un axe routier Aweivya – Keur macène. Concernant l'axe routier, le gouvernement souhaite conclure un accord avec la société Assainissement, transport, travaux et maintenance (ATM), filiale en génie civile de la SNIM. Le port multifonctionnel de Ndiago, dont les travaux ont commencé en décembre 2016, devrait à terme comprendre un port militaire; une base navale; un quai de commerce long de 80 mètres et un point de débarquement pour la pêche artisanale.

NIGER

Financement supplémentaire de la Banque mondiale de 150 M USD pour le barrage de Kandadji

[Le Niger et la Banque mondiale \(BM\) ont achevé des discussions en vue d'accorder un financement additionnel de 150 M USD](#) (88,1 Mds FCFA) pour la construction du barrage de Kandadji. Ce montant sera composé d'un don de 50 M USD et d'un prêt de 100 M USD. Pour rappel, les travaux du barrage de Kandadji sont estimés à 740 Mds FCFA (1,1 Mds EUR), financés par plusieurs partenaires parmi lesquels la Banque africaine de développement et la Banque islamique de développement. Ils ont été lancés en mars 2019 et sont réalisés par l'entreprise China Gezhouba group company. Le barrage et son réservoir permettront d'irriguer jusqu'à 45 000 ha de terres et ainsi d'augmenter la production agricole. La centrale hydroélectrique devrait accroître la sécurité énergétique du pays et fournir de l'eau propre et portable aux populations vivant à proximité. Par ailleurs, le projet prévoit de construire de nouvelles routes d'accès, reconstruire la ville d'Ayérou et créer une dizaine de villages sur les rives de la future retenue d'eau. La première phase du projet devrait s'achever fin 2025. La seconde phase devrait débuter en 2026 et s'achever en 2031. Le montant total de la contribution de la BM pour ce projet s'élèvera à 258,3 M USD.

Le plan de campagne agropastorale 2020-2021 évalué à 58,5 M EUR

Le 30 mai 2020, [le ministre de l'Agriculture et de l'élevage a annoncé devant l'Assemblée nationale un plan de campagne agropastorale 2020-2021](#), évalué à 39 Mds FCFA (58,5 M EUR), dont 17 Mds FCFA (25,5 M EUR) sont inscrits dans la loi des finances 2020. L'écart de financement devrait être financé sur les ressources mobilisées dans le cadre de la gestion de la pandémie de la COVID-19 à travers l'appui des partenaires techniques et financiers, notamment via la réorientation des fonds de certains projets financés par la Banque mondiale (PASEC, PIMELAN, PARIIS). Le plan national a pour objectifs de mettre à la disposition des producteurs des intrants, du matériel et équipements agricoles pour les aider à tirer le meilleur profit de la

saison des pluies. Le gouvernement prévoit un besoin de 8 157 tonnes de semences améliorées, 200 000 tonnes d'engrais, de 300 000 litres de produits phytosanitaires. Le ministre a enfin annoncé la disponibilité de 25 000 hectares pour les boutures de manioc.

SENEGAL

La BAfD approuve un appui budgétaire d'urgence de 88 M EUR

[Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement \(BAfD\)](#) a approuvé le 29 mai, un prêt de 88 M EUR au Sénégal, pour l'aider à financer son Programme national de résilience économique et sociale à la COVID-19. Cet apport financier du Fonds d'intervention rapide COVID-19 de la Banque, permettrait au pays d'appliquer un Programme d'urgence d'appui budgétaire à la riposte Covid-19 (PUARC), destiné à la lutte contre les effets sanitaires, sociaux et économiques de la crise sanitaire. Les activités seraient orientées vers des mesures de soutien et d'aide aux ménages les plus vulnérables, tout en préservant les emplois et en permettant aux entreprises de reprendre leurs activités rapidement. L'opération contribuerait (i) à appuyer la gestion des pathologies et l'acquisition d'équipements de soins aux patients ; (ii) à la construction de 3 nouveaux centres de traitement des épidémies (CTE) et la modernisation de 7 autres centres ; (iii) à l'amélioration des capacités des unités de soins intensifs. Le PUARC apportera aussi un appui à la distribution de trousseaux d'alimentation et au paiement des factures d'électricité et d'eau des ménages vulnérables. La pandémie du COVID-19 a déjà une importante incidence sur l'économie sénégalaise. Les projections de croissance du PIB réel ont été révisées à la baisse, de 6,8 % à moins de 3 % pour l'année 2020.

La BID décaisse 8,8 M USD pour soutenir le secteur privé sénégalais

[La Société internationale islamique de financement du commerce \(ITFC\), membre du Groupe de la Banque islamique de développement \(BID\)](#), a approuvé le décaissement de 8,8 M USD en faveur de la Banque islamique du Sénégal (BIS) pour soutenir le secteur privé du pays, affecté par la pandémie de la COVID-19. Selon l'institution, cette intervention serait nécessaire, car elle permettrait de soutenir (i) 1 000 emplois dans le secteur privé, notamment dans les secteurs de l'alimentaire et de la distribution et (ii) les efforts de la BIS et du gouvernement pour assurer la disponibilité de produits de base.

Signature de trois conventions de subvention de l'AFD pour un montant total de 6,4 MEUR

Le Ministre de l'économie, du plan et de la coopération, l'Ambassadeur de France au Sénégal et en Gambie et le directeur de l'Agence française de développement (AFD) au Sénégal ont signé, le 4 juin 2020, [trois conventions de subvention, pour un montant total de 4,2 Mds FCFA \(6,4 M EUR\)](#), en faveur des secteurs de l'agriculture et de l'eau. Deux conventions de financement concernent le secteur agricole, pour un montant total de 3,3 Mds FCFA (5 M EUR) en faveur d'infrastructures contribuant aux activités agricoles productives des femmes des régions de Podor (4 M EUR) et de Matam (1 M EUR). La troisième convention, d'un montant de 853 M FCFA (1,3 M EUR), est destinée au secteur de l'eau, en vue de soutenir les mesures d'accompagnement social des personnes affectées par le projet de dépollution de la Baie de Hann. Cette nouvelle convention porte à environ 23 Mds FCFA la contribution de l'AFD au financement du projet de dépollution de cette baie.

Réouverture des frontières aériennes : un fonds de 10 Mds FCFA pour accompagner la reprise des vols

Après trois mois de fermeture, [le ministre du Tourisme et des transports aériens a annoncé une reprise progressive du transport aérien](#). Les vols intérieurs reprendraient à partir du 15 juin. Les concertations sont en cours en ce qui concerne le trafic sous-régional au sein de l'UEMOA et le trafic international pourrait reprendre progressivement à la fin du mois de juin. Une ligne de financement de 10 Mds FCFA (15,2 MEUR), bonifiée grâce à une aide publique de 5 Mds FCFA (7,6 M EUR), serait disponible depuis le 2 juin, pour soutenir les entreprises du secteur du transport aérien impactées par la pandémie.

SIERRA LEONE

143 M USD du FMI en faveur de la Sierra Leone pour faire face à la pandémie de COVID-19

Le FMI a approuvé, le 3 juin, [le décaissement de 143 M USD](#) (50% de la quote-part du pays) au titre de la Facilité rapide de crédit pour soutenir la réponse des autorités à la pandémie. Pour rappel, la Sierra Leone a développé [un plan de préparation au COVID-19](#) trois semaines avant que son premier cas ne soit confirmé, estimé à 379,5 M USD. Le pays compte désormais 914 cas avérés de COVID-19, dont 47 décès, au 4 juin 2020.

L'UE débloque 10 M EUR pour soutenir le pays dans la lutte contre le COVID-19

[La Sierra Leone bénéficie du décaissement par anticipation de 10 M EUR d'aide budgétaire de l'Union européenne](#), afin d'apporter au gouvernement sierra-léonais plus de flexibilité pour la mise en œuvre sa stratégie de riposte à la pandémie de coronavirus. Ce financement permettra notamment de financer les dépenses sanitaires prioritaires du plan de préparation au COVID-19.

L'UE et le National Election Watch renouvellent leur partenariat pour soutenir la démocratisation

Le Vice-Président sierra-léonais Mohamed Juldeh Jalloh, l'Ambassadeur de l'Union européenne (UE) en Sierra Leone, Tom Vens, et la présidente de National Election Watch (NEW), Marcella Samba Sesay, ont lancé [un nouveau programme de partenariat de deux ans entre l'UE et NEW](#) afin de promouvoir les réformes de gouvernance et la démocratisation en Sierra Leone. D'une valeur de 800 000 EUR, ce programme vise à renforcer la participation des organisations nationales d'observation électorale et des citoyens aux réformes de gouvernance, avec pour objectif que les prochaines élections locales et nationales prévues en 2022 et 2023 soient organisées dans la transparence et le respect des normes internationales. L'initiative soutiendra également la conception de programmes d'éducation civique et électorale dans tout le pays. NEW collaborera notamment avec la Commission électorale nationale, la Commission d'enregistrement des partis politiques et les institutions démocratiques et de défense des droits de l'homme telles que la Commission nationale pour la démocratie et la Commission des droits de l'homme de la Sierra Leone. Pour rappel, l'UE soutient NEW depuis 2016.

TOGO

Décaissement anticipé de l'aide budgétaire européenne

Afin de donner au gouvernement les moyens de mettre en œuvre sa stratégie de riposte contre l'épidémie de COVID-19, [l'Union européenne décaisse par anticipation les tranches d'aide budgétaire initialement prévues dans la dernière partie de 2020](#). Un premier versement de 6,2 Mds FCFA (9,5 M EUR) vient d'intervenir et sera suivi d'un second de 7,5 M EUR dans les prochains jours.

Diminution de près de 20% du prix des produits pétroliers à compter du 30 mai

[Les prix des produits pétroliers connaissent une nouvelle diminution à la pompe à compter du 30 mai](#). La décision émane du Comité de suivi des fluctuations des prix des produits pétroliers (CSFPPP). Les diminutions vont de 17,6% pour le Super sans plomb vendu désormais à 425 FCFA (0,65 EUR) le litre, à plus de 20% pour le pétrole lampant vendu désormais 375 FCFA (0,57 EUR) le litre. Les prix du gaz restent en revanche inchangés. A noter, que la dernière diminution a lieu le 6 avril dernier.

Indicateurs Pays	BEN	BFA	CIV	RCI	GMB	GIN	GNB	LBR	MLI	MRT	NER	SEN	SLE	TGO	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2018</i>	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	4,5	18,5	4,5	19,3	16,3	7,6	8,0	120,4	992,6
Macroéconomie																
<i>PIB (Mds USD) 2018</i>	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	3,2	17,2	5,2	9,2	24	3,9	5,4	140,3	1 642,7
<i>PIB / Hab (USD) 2018</i>	915	729	3 563	1 680	745	883	840	728	927	1 143	477	1 474	515,9	670	1 060	1 658
<i>Croissance PIB réel (%) 2018</i>	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	1,2	4,9	3	5,2	6,2	3,7	4,7	6,3	3
<i>Inflation (%) 2018</i>	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	23,4	1,7	3	3	0,5	16,9	0,7	1,4	8,5
Finances Publiques																
<i>Déficit public (%PIB) 2018</i>	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,8	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,8	-3,1	-3,8	-3,7
<i>Dettes publiques (%PIB) 2018</i>	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	40,5	36,6	83,9	55,1	64,4	71,3	74,6	52,5	48,5
<i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i>	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4		14,8	20,0	14,9	18,7		17,4	16,2	-
<i>Risque Pays¹</i>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
Echanges																
<i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i>	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8		-4,3	-9,4	-12,0	-12,8		-19,6	-	-
<i>Exportations françaises vers² (MUSD)</i>	207	283	30	1 334	9	194	5	9	374	205	170	856	16,2	344	3 573	11 015
<i>Importations françaises depuis (MUSD)</i>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	49,7	11	43	270	99	19,1	18	1380	8 069
<i>Balance courante (%PIB) 2018</i>	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-23,3	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-13,8	-7,9	-6,8	-2,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i>	-	-	5	-	4	3	-	2,6	-	5		-	3,4	-	5	5
Aspects qualitatifs																
<i>IDH (2018)³</i>	163	183	125	170	174	175	177	181	182	159	189	164	184	165	-	-
<i>Doing Business (2019)⁴</i>	153	151	131	122	149	152	175	175	145	148	143	141	163	137	-	-
<i>Environnement des affaires⁵</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 189 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque